



MOHAMMIED LIASSINE (X55)

RARE POLYTECHNICIEN ALGÉRIEN
DE LA PÉRIODE COLONIALE

—
PAR **SABAH CHAIB**,
CHERCHEUSE ASSOCIÉE À L'INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES DU POLITIQUE

Mohammed Liassine (X55) fait partie des très rares polytechniciens « indigènes » de l'Algérie avant l'indépendance. Il est parvenu aux plus hautes fonctions du nouvel État algérien. Mais son cas personnel, encore plus que d'une réussite professionnelle, témoigne de la situation générale d'une scolarité indigène encore improbable en cette deuxième moitié du xx^e siècle, en dépit de la suppression du Code de l'indigénat et des freins réglementaires posés aux Français musulmans d'Algérie, pour l'accès aux hautes fonctions publiques (civiles et militaires) et aux écoles qui y préparaient, notamment l'École polytechnique.

Entre la figure dominante de l'instituteur et le prestige des professions libérales, la profession d'ingénieur, incarnée par le « Français », était un horizon professionnel inconnu donc impensable pour les élèves indigènes algériens. De fait sont rares les élèves « algériens » dans les grandes écoles, telle l'École polytechnique, alors même que cette dernière s'est pourtant ouverte aux élèves internes étrangers en 1921 (voir Anousheh Karvar « L'École polytechnique et l'international : un bilan historique », *Bulletin de la Sabix*, 26, 2000, p. 9-19).

Les obstacles à la constitution d'une élite locale

La rareté des élèves algériens dans les grandes écoles françaises renvoie à la situation coloniale quant à la faible scolarisation des indigènes et aux obstacles politiques, législatifs et réglementaires dressés à l'encontre de la constitution d'une élite d'encadrement pour les « sujets français », c'est-à-dire indigènes d'Algérie : la naturalisation par laquelle les indigènes accèdent au statut de citoyen, qui leur permet de briguer des postes d'encadrement et d'autorité, implique l'abandon du statut personnel musulman à la majorité (21 ans). Ainsi, l'École polytechnique compte seulement trois polytechniciens naturalisés : colonel Cherif Cadi (X1887) ; Édouard (ex-Omar) Mouloud (X1919) ; Salah Bouakouir (X1928).

L'échec des efforts fournis dans les années 40

Une série de lois (ordonnance du 7 mars 1944, loi Lamine Gueye du 17 mai 1946, statut de l'Algérie en 1947) reconnaît l'égalité de droit entre citoyens dans la colonie et l'abrogation du régime de l'indigénat. En matière

scolaire, les principes adoptés d'une scolarisation totale de la jeunesse algérienne, à échéance de vingt ans, se révèlent illusoire : en 1954, seulement 15 % des jeunes musulmans sont scolarisés contre 85 % pour la population européenne, laquelle représente 10 % de la population totale. En dépit d'un progrès dans le primaire, les pesanteurs locales sont multiples : ouvertures erratiques de classes ou d'écoles, orientation vers des filières d'études courtes, supériorité de la filière d'enseignement français sur la filière d'enseignement arabe, etc. À ces pesanteurs s'ajoutent celles de l'histoire : les événements ont un retentissement fort sur les parcours des individus



REPÈRES

La commémoration du Soixantenaire de l'indépendance algérienne est un temps privilégié de retour mémoriel et historiographique sur l'histoire passionnelle franco-algérienne, y compris les premières années de l'indépendance algérienne où la France et l'Algérie restent encore liées par le biais de la coopération. L'ouvrage *L'aventure humaine et industrielle de la SNS (1964-1982)*, publié en 2022 par l'association Mémoires SNS (Société nationale de sidérurgie)

regroupant des cadres algériens et français, avec une préface d'Akram Belkaïd, aux éditions Le Croquant, revient sur la genèse d'une entreprise désormais disparue, ô combien emblématique du tout jeune État souverain algérien dans son ambition de se doter d'une sidérurgie nationale, rouage essentiel d'une économie en aval. Cet ouvrage donne à voir une singulière Babel d'hommes et de femmes d'horizons sociaux et nationaux différents qui ont formé l'encadrement originel de cette entreprise, dans un contexte généralisé postindépendance de départ des cadres français. Ce faisant, cette situation met en lumière la réalité d'une histoire française coloniale peu propice à la formation et au développement d'un encadrement indigène. Le témoignage de Mohammed Liassine, polytechnicien (X55) à la tête de la SNS (1964-1977), permet d'aborder cette histoire dans toute son épaisseur humaine.

et de leurs familles (impact de la Seconde Guerre mondiale sur les conditions de vie des populations indigènes, déclenchement le 1^{er} novembre 1954 de la guerre d'Algérie et ses bouleversements).

Un témoignage approfondi

Le parcours scolaire de Mohammed Liassine (né en 1934) débute en 1940 et connaît ainsi des événements et des contextes sociopolitiques changeants. À l'instar d'autres témoins, c'est avec émotion qu'il a livré une autoanalyse de son parcours scolaire. En dépit d'un petit capital culturel familial (père instituteur), comme d'autres il exprime le sentiment d'un destin scolaire livré au hasard, à la contingence, au miracle, autant de mots pour traduire la situation générale d'une improbable scolarité indigène et, plus encore, de transfuge de classe. Nous rendons compte ici de son témoignage (témoignage écrit auquel s'ajoutent des entretiens filmés et non filmés) des *petits miracles* et de tout le mérite personnel qui l'ont amené à *voler le feu*, selon ses mots, et intégrer la prestigieuse École polytechnique.

Une petite enfance marquée par l'école publique

Sa petite enfance se passe dans un hameau, à une quinzaine de kilomètres de Dellys. Le père, formé à l'école d'instituteurs de la Bouzareah à Alger, tient l'unique classe de l'école. Passant son temps dans cette salle de classe, Mohammed Liassine a pu avec ses frères apprendre précocement à lire, écrire et compter. Si à la maison on parle arabe, à l'école on parle la langue « paternelle », le français. En 1940, il est inscrit à l'école publique de Dellys, commune de plein exercice, première occasion de fréquenter des Européens. Faute de transport, c'est à pied que les enfants s'y rendent cinq jours par semaine, et les autres jours (jeudi, dimanche et jours de congés) la fratrie fréquente l'école coranique locale. En novembre 1942, le débarquement américain en Afrique du Nord a des répercussions immédiates sur la vie des élèves, puisque les écoles publiques à Dellys sont réquisitionnées par l'armée américaine : Mohammed Liassine, comme d'autres, n'a pas d'autre possibilité que la fréquentation de l'école coranique. La solution des cours par correspondance, prise par des élèves européens, leur était inconnue.

Deux « miracles »

Entre-temps, son père est nommé à Affreville (Khemis Miliana), à l'ouest d'Alger, et la famille le rejoint en

“Voler le feu”,
selon ses mots.

octobre 1944. Il témoigne : « Bien que cela ne fût pas apparent sur le moment, ce fut le premier miracle, car cela a rendu possible les miracles suivants. À Affreville, le système scolaire était plus dense : une école maternelle, des écoles de filles et de garçons pour Européens concentrées au centre du village, et une école indigène de garçons excentrée de quelques centaines de mètres. La rentrée s'est faite pour moi dans cette “école indigène” – dont tous les enseignants et tous les élèves étaient des Indigènes. Étant donnée la distance entre les écoles françaises et l'école indigène, il n'y avait jamais eu aucun contact entre les deux ensembles. » Le second miracle se produit lorsque le directeur de l'école, M. Benblidia, l'inscrit directement en CM2 : année intense s'il en est, puisque pour le directeur d'école « un retard, ça se rattrape en travaillant comme des mules ». L'horizon, hier limité à l'école primaire, s'élargit avec la découverte de la possibilité de présenter un concours national de bourse ouvrant l'accès à des études au collège et au lycée ; pour les élèves indigènes et européens, de condition modeste, originaires de petites localités, cette bourse constituait la seule modalité pour accéder à un enseignement secondaire. L'horizon s'ouvre donc encore, avec la prise de conscience nouvelle de posséder, avec ses semblables, des moyens de construire leur avenir. →

→ **Le vivre ensemble de l'internat au lycée**

Il réussit le concours. Alors qu'il avait postulé pour le collège voisin de Miliana, le seul qu'il connût, un nouveau coup du destin survient : « Nouveau miracle. Erreur administrative ou autre chose, je reçois une convocation pour le lycée de Ben Aknoun, comme interne ! Y aller en interne surtout, ce n'était plus seulement étudier, c'était changer de vie. En effet c'était, pour la deuxième fois, le contact avec des camarades "européens", mais le contact était cette fois beaucoup plus "intense" puisqu'il ne s'agissait plus seulement d'être, comme à Dellys, dans un même lieu pour écouter des cours. Il s'agissait maintenant de vivre ensemble tout le temps et, par la force des choses, les internes indigènes ont dû instantanément adopter le mode de vie des Européens. Ce vivre ensemble (qui n'était pas toujours idyllique et comportait quelquefois des actes caractérisés de racisme) ne connaissait que de brèves interruptions quotidiennes : les repas pris à des "tables pour musulmans", seule pratique de "communautarisme institutionnel" existant d'ailleurs dans tous les internats d'Algérie. Bien entendu, le groupe constitué pour les repas continuait à fonctionner dans beaucoup d'actes et créait des liens particuliers – mais ces liens n'empêchaient pas le développement de rapports de camaraderie extracommunautaires, à l'occasion des travaux communs et des pratiques sportives. » Au fil des changements d'établissement scolaire, l'horizon des fréquentations s'élargit : des enfants de colons, de petits entrepreneurs, de fonctionnaires de province et, pour les quelques Algériens, enfants de petits fonctionnaires (greffiers, instituteurs, interprètes judiciaires), jusqu'aux enfants des classes dirigeantes, de la grande bourgeoisie ou du milieu intellectuel du prestigieux lycée Bugeaud où il fait sa terminale. Il y découvre l'existence des classes préparatoires, « porte d'entrée ou la clé d'un autre monde ! Le monde des écoles d'importance nationale auxquelles on peut accéder si on réussit le concours ! » Le lycée Bugeaud comptait plusieurs classes de préparation scientifique (taupe classique, préparations à l'École supérieure d'électricité de Paris, à Saint-Cyr, à l'École navale, à l'École d'agronomie et à l'École vétérinaire).

La réussite à l'X

La limite d'âge fixée à 21 ans pour présenter les concours aux grandes écoles (dont l'X) était un obstacle pour les élèves algériens, à la moyenne d'âge plus élevée que

leurs camarades européens, compte tenu du fait que leur cursus dans les écoles primaires indigènes prévoyait une année d'initiation et du fait de la rareté de trouver une place dès l'âge de six ans. Aussi s'inscrivaient-ils davantage à l'université ou en classe de préparation de l'École supérieure d'électricité (sans limite d'âge). En étant âgé de 18 ans, Mohammed Liassine pouvait se présenter plusieurs fois au concours et espérer une réussite, qui arrive en 1955. Il fallut compter auparavant avec un nouveau miracle scolaire : en dépit d'un échec à la deuxième partie du baccalauréat, être autorisé à intégrer les classes préparatoires avant d'obtenir le précieux sésame. Sa promotion en Math sup, « l'hypotaube d'Alger », compte seulement deux élèves « Français musulmans », là où dans les classes de terminale le taux était de 15 % à 20 %.

Le heurt de l'Histoire

Alors que le conflit de décolonisation prend sans cesse de l'ampleur, en 1956 une grève illimitée des étudiants est ordonnée par la direction du FLN. Cette grève est massivement suivie, si bien que lycéens et étudiants algériens se retrouvent de fait déscolarisés ou dans des circuits secondaires, élément s'ajoutant aux parcours scolaires « heurtés » de nombre d'élèves algériens. L'École polytechnique étant une institution militaire et impliquant trois années d'engagement pour la Défense nationale, faire grève aurait signifié une désertion. Aussi, Mohammed Liassine se rend au siège de l'Ugema (Union générale des étudiants musulmans algériens), au 115, bd Saint-Michel, pour rencontrer le responsable, Belaid Abdesselam, afin de lui soumettre un dilemme : entrer en clandestinité ou déroger à l'obligation de grève. Il lui a été notifié quelques jours plus tard que l'ordre de grève ne lui était pas applicable en raison du statut militaire de l'institution.

Une formation au bénéfice du FLN

À l'issue de sa scolarité à Polytechnique, M. Liassine est classé dans le corps des Ponts et Chaussées. Pour l'année de pratique militaire, il fait six mois d'école d'application à l'École d'artillerie de campagne à Châlons-sur-Marne, puis six mois de corps de troupe. Il bénéficie d'une disposition réglementaire nouvelle permettant aux officiers musulmans de ne pas servir en Algérie pendant la guerre. En 1958, c'est le retour à Paris pour y effectuer ses deux années d'école d'application aux Ponts et Chaussées. En janvier 1961, il reçoit son affectation pour

Bamako. Après en avoir informé la direction du FLN, il reçoit l'ordre de rejoindre l'organisation à Bad Godesberg, en Allemagne, puis Tunis où il est affecté à l'ALN. Après le cessez-le-feu en mars 1962, il ne peut revenir à la vie civile qu'en septembre 1962. Rentré à Alger, il est contacté par Belaïd Abdesselam, délégué à l'exécutif provisoire (dont le mandat s'achevait) chargé de l'économie, qui le nomme directeur de l'industrialisation. Il occupe ce poste jusqu'en décembre 1964, en ayant ainsi servi tour à tour le ministre de l'Industrialisation, Laroussi Khelifa, et le ministre de l'Économie nationale, Bachir Boumaaza.

Le soutien de ses camarades polytechniciens dans l'aventure de la SNS

C'est en tant que directeur de l'industrie qu'il est amené à prendre à bras-le-corps le dossier sidérurgique : en 1963, il fait appel à son camarade Pierre Boisson, de la même promotion de l'X, pour le seconder et le nomme à la Société bônoise de sidérurgie (SBS) ; société précédemment constituée pour mettre en œuvre un projet de sidérurgie à Bône (Annaba), relancé avec le Plan de Constantine (1958) et défendu par Salah Bouakouir (1908-1961), polytechnicien comme on l'a vu et rare haut fonctionnaire au poste stratégique de directeur général aux affaires économiques et de l'industrialisation à la Délégation générale à Alger. Le 3 septembre 1964, la SNS est officiellement créée, avec Mohammed Liassine à sa tête, et avec pour filiale la SBS, pour la réalisation de la division fonte et la reprise des études pour les autres ateliers du complexe. P. Boisson participe, sous statut de coopérant, à l'équipe pionnière des cadres de la SNS (Zahir Abderrahim, Rezki Hocine, Djilali Sansal). D'autres polytechniciens, Serge Desfontaines (X55) en 1966 et Bernard Gentil (X60) en 1968, rejoignent une équipe plus étoffée et diversifiée, constituée de cadres algériens ayant achevé leurs études à l'étranger après l'indépendance, notamment à l'École polytechnique (Djamel Mostefaï, Ahmed Tifous et Lahcène Benceba, promotion X63), mais aussi de jeunes diplômés de l'université algérienne ainsi que des coopérants et autres contractuels. L'encadrement originel de la SNS est marqué ainsi d'une empreinte forte : jeunes diplômés ou sans grande expérience professionnelle, venant d'horizons très divers, mais particulièrement motivés car mus par un même désir de participer à un défi industriel et, bien plus, au développement de l'Algérie.

“Mus par un même désir de participer au développement de l'Algérie.”

Après l'âge d'or et le déclin de la SNS, une carrière dans la haute administration

Partant avec un handicap lourd (faiblesse du tissu industriel, des infrastructures ou des formations à l'industrie sous la période coloniale), l'épopée industrielle de la SNS témoigne de l'immense défi dans lequel l'Algérie indépendante s'engageait, se singularisant au niveau mondial, par un budget massif en matière scolaire et industrielle. L'année 1969 fut une date clé avec l'inauguration du haut-fourneau à El Hadjar (Annaba), suivie pour la SNS par une croissance rapide dans les années 1970 : aciérie, laminoirs et première tuberie pour un complexe sidérurgique intégré à El Hadjar et diversification des

activités à la suite de nationalisations ou de rachats de sociétés (emballages métalliques, tuberies, récupération de métaux ferreux, articles en aluminium, gaz industriels, etc.). Après avoir installé la SNS dans le paysage entrepreneurial algérien (effectifs portés à 40 000 personnes, dont 20 000 pour le complexe d'Annaba en 1980), Mohammed Liassine est appelé à la fonction de ministre

de l'Industrie lourde (1977-1981). Le début des années 1980 est marqué par « la restructuration organique des entreprises publiques » (*sic*), soit l'amorce de leur démantèlement (la SNS étant restructurée en 18 entités indépendantes en 1982). En 1984, Mohammed Liassine se retrouve à la tête de l'Institut supérieur de gestion et de planification (ISGP), nouvellement créé par le ministère de la Planification. Il a à cœur, en synergie avec les Commissariats à la réforme des entreprises publiques et de l'administration, de faire de l'ISGP un lieu de réflexion sur les causes de l'inefficacité des acteurs économiques du pays. Il a fait partager ses points de vue, pointant ces causes non pas chez les gestionnaires d'entreprise publique, que l'on a pourtant durement sanctionnés, mais essentiellement dans les pratiques institutionnelles génératrices de la bureaucratie et de la « verticalité » de la régulation économique. L'ISGP a contribué à la réforme économique, sans toutefois adhérer aux finalités ultralibérales exprimées dès le début du processus et au progressif dépérissement du secteur public industriel. Son dernier poste fut celui de directeur de cabinet des Premiers ministres, Sid Ahmed Ghazali puis Belaïd Abdesselam (1991-1993). ×